

YVES TCHOUAFFI

**«Le savoir-faire
italien est
intéressant»**

Pp.10-11

CARNET
DIPLOMATIQUE

**La Confédération
helvétique en
fête à Yaoundé**

P.4

CANDIDATURE
DE PAUL BIYA

**Le soutien
assuré de
l'AROM**

P.12

PRÉSIDENTIELLE IVOIRIENNE

Guillaume Soro joue la carte de la prudence

Interrogé au sujet de la déclaration du président Ouattara appelant à « transférer le pouvoir à une nouvelle génération », le président de l'Assemblée nationale a confié à RFI et à France 24 qu'il allait « réfléchir » à la présidentielle de 2020.

Pp.5-7



PRÉSIDENTIELLE 2018

**Le «G20» se montre plus
pragmatique et réaliste**

P.8

«Aucune preuve de l'implication des militaires n'a encore été apportée»

Au sujet des prétendues exécutions sommaires attribuées aux forces de défense camerounaises par Transparency International, le gouvernement dénonce des accusations hâtives. Lire l'intégralité du propos liminaire du ministre de la Communication lors de son point de presse de vendredi dernier à Yaoundé.

Mesdames, Messieurs les journalistes,

Le chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya, le gouvernement et le peuple camerounais tout entier, ont été choqués et indignés par l'atrocité des images contenues dans une vidéo récemment diffusée sur les réseaux sociaux, et montrant des scènes d'exécutions sommaires perpétrées par des hommes en tenues militaires, sur des femmes et des enfants en bas âge. Il s'agit d'actes horribles, inhumains, intolérables et que rien ne saurait justifier. Certaines organisations nationales et internationales, en particulier Amnesty international, ont pointé un doigt accusateur sur l'Armée camerounaise. Je voudrais à cet égard relever qu'en l'état actuel des investigations en cours, aucune preuve de l'implication des militaires camerounais dans les actes incriminés n'a encore été apportée. Quelques observations peuvent être faites à ce stade :

1. Il existe pour les mêmes scènes, une vidéo avec les mêmes images, mettant en cause les militaires d'un pays de l'Afrique de l'Ouest. Dans un communiqué, le Gouvernement de ce pays rejette ces accusations. Nous en prenons acte.

2. Toutefois, ce fait dénote d'une chose claire : l'existence de deux vidéos avec des commentaires où les parties auditives incriminent deux pays différents implique que l'une ou l'autre de ces vidéos a été trafiquée ; les mêmes faits ne pouvant se produire exactement dans deux pays distincts.

3. Dans ce contexte, il n'est pas exclu qu'à l'avenir, la même vidéo refasse surface, en incriminant d'autres pays. Il y a donc lieu de faire montre de la plus grande prudence avant de porter des accusations contre qui que ce soit.

4. Par ailleurs, Amnesty International s'appuie sur les armes utilisées dans cette vidéo pour incriminer l'Armée camerounaise. A l'analyse des images, il ressort que les armes utilisées sont



de type AK 47, communément appelées Kalachnikov, répandues en Afrique, aussi bien aux mains des Armées régulières que des bandes criminelles.

5. S'agissant des pseudonymes (Cobra et Tcho-Tcho) employés dans la vidéo, ceux-ci ne renvoient à rien de précis dans l'armée camerounaise.

6. Pour ce qui est des paysages auxquels Amnesty se réfère également pour conclure que les faits se déroulent dans la Région septentrionale du Cameroun, il y a lieu d'indiquer que de tels paysages ne sont pas exclusifs au Cameroun et qu'ils renvoient à la zone sahélo-sahélienne en général.

7. En ce qui concerne les uniformes arborés par les auteurs de ces exactions, ils ne sont pas ceux en dotation des personnels appartenant à la Formation militaire indexée par Amnesty International. Au demeurant, il apparaît non seulement que lesdits auteurs ne sont pas vêtus de

manière uniforme, mais en plus, les tenues observées dans la vidéo sont abondamment répandues et détenues aussi bien par des militaires que par tous autres individus. Ces tenues sont d'ailleurs parfois en vente libre sur le marché. Au total, les arguments utilisés pour incriminer notre Armée sont légers et les accusations hâtives. C'est le lieu pour nous de nous interroger sur les motivations de l'acharnement dont est victime notre Armée de la part d'un certain nombre d'ONG, alors que son professionnalisme est largement reconnu. L'armée camerounaise est une armée disciplinée, patriotique et républicaine. Elle a pour vocation la défense de l'intégrité de notre territoire. Elle le fait de façon professionnelle, dans le respect des droits de l'Homme. L'armée camerounaise fait la guerre aux terroristes. Elle ne fait pas la guerre aux femmes et enfants. Mesdames, Messieurs, On ne peut toutefois pas exclure que comme partout ailleurs dans le monde, il puisse y avoir des bavures en situation d'engagement.

A cet égard, le système en place au Cameroun prévoit que de tels actes fassent systématiquement l'objet d'enquêtes qui, le cas échéant, aboutissent à des sanctions appropriées. Le chef de l'Etat, chef des Armées a, à ce sujet, prescrit la tolérance zéro. Pour revenir à la vidéo, et eu égard à la gravité et au caractère intolérable des faits qui s'y déroulent, le chef de l'Etat a prescrit l'ouverture d'une enquête approfondie, chargée de faire la lumière sur cette affaire. En cas de faits avérés, les auteurs seront interpellés, traduits en justice et punis avec la plus grande fermeté. En exécution de ces Très hautes instructions du chef de l'Etat, le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la Défense a mis sur pied une commission d'enquête. Toute personne détenant des informations susceptibles de contribuer à la manifestation de la vérité et d'identifier les auteurs est priée de prendre l'attache de ladite Commission aux numéros 222 23 43 84 ou 222 22 64 97. Je vous remercie de votre aimable attention.

PRÉTENDUES EXÉCUTIONS SOMMAIRES DE CIVILS

La mise au point du gouvernement

Amadou Soulé

Au cours d'une conférence de presse donnée le vendredi 20 juillet dernier dans les locaux de son département ministériel, le ministre de la Communication a une nouvelle fois fustigé les accusations hâtives formulées par l'ONG Amnesty International pour charger une armée camerounaise pourtant réputée professionnalisme.

“

Le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary s'est une nouvelle fois prononcé sur les accusations

portées contre l'armée camerounaise, au sujet d'une vidéo montrant l'exécution extrajudiciaire de deux femmes et leurs enfants par quatre militaires non identifiés. Au cours d'une conférence de presse donnée le vendredi 20 juillet dernier, le ministre a déclaré qu'aucune arrestation de soldats n'avait été opérée, tel qu'annoncé par certains médias : «Il n'y a eu aucune arrestation de militaires supposément impliqués dans les crimes odieux contenus dans cette vidéo», a martelé Issa Tchiroma aux journalistes ; «Toute information à ce sujet relève de la pure fantaisie», a-t-il ajouté.

Dans la même conférence, Issa Tchiroma a également rejeté les preuves de l'implication des militaires camerounais dans ce massacre, apportées par Amnesty international. Cette ONG avait affirmé avoir procédé à une analyse des éléments visibles dans la vidéo, notamment les armes utilisées par les présumés militaires, ainsi que l'environnement dévoilé. Elle affirmait alors que les armes à feu qu'on voit dans la scène seraient des «Galil» et «Zastava M21», que seul le Cameroun



utiliserait en Afrique centrale. L'ONG ajoute que la vidéo elle-même aurait été tournée dans le Mayo-Tsanaga, région de l'Extrême-Nord, et le groupe de civils y apparaissant aux côtés des bourreaux seraient des membres d'un comité de vigilance.

Mais selon le ministre Tchiroma, «les arguments utilisés par Amnesty International sont légers et les accusations hâtives». Il indique que les armes utilisées sont en fait des Ak-47 communément appelée Kalachnikov, et que l'on en retrouve entre les mains de plusieurs groupes armés à travers

le continent. Il affirme également que les paysages de la vidéo ne sont pas exclusifs au Cameroun, ajoutant qu'ils renvoient à la zone sahélo-sahélienne en général.

L'armée camerounaise a-t-il indiqué est une armée disciplinée, patriotique et républicaine. Elle a pour vocation la défense de l'intégrité de notre territoire. Elle le fait de façon professionnelle, dans le respect des droits de l'Homme. Elle est une armée qui fait la guerre aux terroristes. Elle ne fait pas la guerre aux femmes et enfants. On ne peut toutefois pas exclure que

comme partout ailleurs dans le monde, il puisse y avoir des bavures en situation d'engagement. Aussi, une enquête approfondie a-t-elle été ouverte pour faire la lumière sur l'affaire. «En cas de faits avérés, les auteurs seront interpellés, traduits en justice et punis avec la plus grande fermeté», a conclu le ministre Issa Tchiroma.

L'armée camerounaise est régulièrement accusée par des ONG de perpétrer des exactions contre des personnes soupçonnées d'appartenir au groupe Boko Haram, ce qu'elle et le gouvernement ont toujours démenti.

CRISE ANGLOPHONE

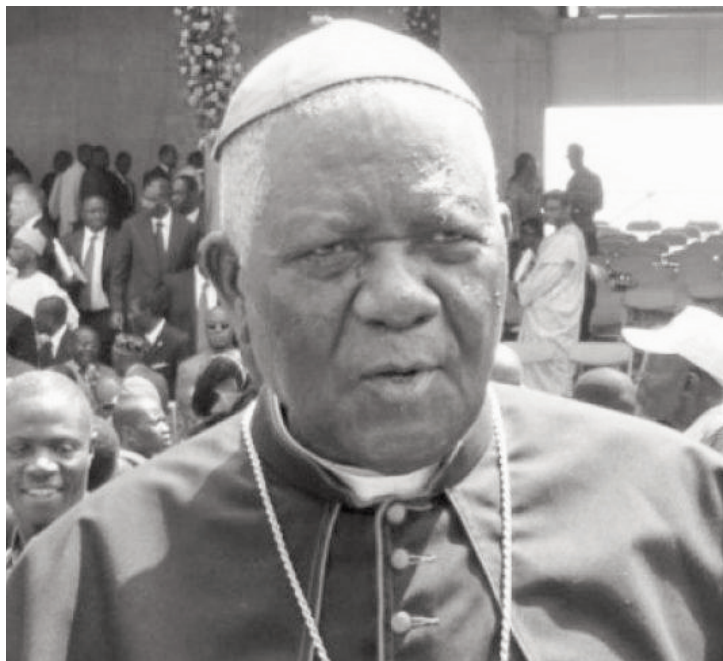
Christian Cardinal Tumi convoque une conférence générale

A.S

L'événement qui fait actuellement les choux gras de la presse est annoncé pour le mercredi 29 et jeudi 30 août 2018 à Buea, capitale régionale du Sud-Ouest.

Accusée de demeurer silencieuse face à la crise anglophone qu'elle subit de plein fouet, l'église catholique, par la voix de Christian Cardinal Tumi, vient de réagir en initiant une conférence générale des anglophones à ce propos. Il s'agit de la principale résolution issue de la concertation qui s'est déroulée le 25 juillet dernier à Douala entre cette éminence de l'église catholique, les imams des mosquées de Buea et Bamenda, et le chef de l'église presbytérienne au Cameroun.

Les quatre autorités religieuses indiquent que ce grand rassemblement public aura pour but de désigner les personnes qui seront habilitées à parler au nom des populations anglophones au cours d'un éventuel dialogue national sur la crise anglophone. Car, bien que convoquée à plusieurs reprises par les différentes parties qui se sont prononcées dans cette crise, la matérialisation du dialogue national sur la question du problème anglophone est toujours attendue. La conférence générale des anglophones, apprend-on, sera ouverte à tous



ceux qui se réclament de cette partie du Cameroun, et qui répondent aux deux exigences précisées dans le communiqué publié après le meeting des leaders religieux. Il s'agit de «ceux dont les ancêtres sont issus des 13 départements qui composent les deux régions anglophones du Cameroun», et de ceux dont les ancêtres s'y sont installés permanentement «avant 1961».

L'organisation de cette conférence a par ailleurs été confiée à Simon Munzu, une personnalité bien connue de la scène sociopolitique anglophone, ancien assistant et porte-parole du secrétaire général des Nations Unies. Pour assurer sa tenue effective, les autorités religieuses plaident pour un cessez-le-feu immédiat, aussi bien du côté des forces de défense comme chez les sécessionnistes. Les autorités administratives des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays, ainsi que la communauté internationale, sont invitées à supporter cette initiative qui vise «la recherche commune d'une paix définitive et durable au problème anglophone, et à la crise anglophone au Cameroun».

La Confédération helvétique en fête à Yaoundé

Maxime Etoundi

Occasion pour l'ambassadeur Pietro Lazzeri qui a donné une réception à sa résidence jeudi dernier de passer en revue les grands axes de la relation bilatérale entre son pays et le Cameroun.



Certes discrète, mais efficace. La coopération entre le Cameroun et la Suisse est à la fois forte et diversifiée, d'autant plus que les deux pays entretiennent des échanges en matière économique, de formation et de plurilinguisme. Une coopération célébrée comme il se doit le 19 juillet dernier à Yaoundé dans le cadre de la Fête nationale suisse encore appelée Fête du 1er août, qui célèbre le Pacte de 1291, acte fondateur de la Confédération helvétique. Le dîner offert à l'occasion par S.E. Pietro Lazzeri, ambassadeur de Suisse au Cameroun, en sa résidence au quartier Golf à Yaoundé, a été l'occasion de magnifier cette belle relation fructueuse et pleine de promesses.

Amitié consolidée

Dans son énumération, le diplomate suisse a cité les deux projets de formation professionnelle lancés en 2017 et 2018 à l'Institut d'agriculture d'Obala dans les domaines touristique et des métiers du bois. L'inauguration récente du premier Centre de formation en énergies renouvelables au sein de l'Université des montagnes, fruit de la coopération Cameroun- Suisse, va booster l'offre de formation des jeunes en la matière. En matière de coopération économique, le programme Cameroun-Suisse consacré aux énergies renouvelables et à la promotion du secteur privé, lancé il y a quelque temps, devra contribuer, à terme, au développement local et au renforcement de la compétitivité de l'économie camerounaise. Le diplomate helvétique fonde égale-

ment beaucoup d'espoir en l'aboutissement des négociations en cours entre les gouvernements camerounais et suisse en vue d'un accord visant à éviter la double imposition afin de contribuer davantage à stimuler les investissements entre les deux pays. En présence de nombreuses personnalités associées à l'événement, l'orateur a réitéré la solidarité de son pays vis-à-vis du Cameroun en faveur des victimes de guerre et invité au respect des droits des populations dans les régions en conflit. Toute chose qui atteste de ce que les relations entre le Cameroun et la Suisse sont empreintes d'amitié et de coopération mutuelles. Et pour s'en convaincre, il suffit de relever le regain d'intérêt qui dynamise les relations bilatérales, notamment dans le domaine de la migration.

Convergence de vues

Les questions liées à la migration constituent un objet important de la coopération bilatérale ; il y a une concertation efficace entre les deux gouvernements. Membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les deux Etats plurilingues ont l'avantage d'avoir le français en partage. Cette collaboration a eu un impact concret dans le domaine de la recherche et de la formation grâce à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Par ailleurs, la Suisse et le Cameroun ont conclu des accords sur le commerce, sur la protection des investissements et sur la coopération technique. Les échanges commerciaux restent néanmoins en dessous du potentiel. D'étroits liens de coopération se sont tissés entre

des institutions académiques suisses et camerounaises à Yaoundé.

C'est ainsi qu'une coopération intense s'est développée entre l'Ecole supérieure polytechnique de Yaoundé 1 et l'EPFL, notamment par le lancement de deux programmes de cours en ligne ouverts (Massive Open Online Course, MOOC) ainsi que de CURES, un centre conjoint de recherche sur la production d'électricité venant de sources renouvelables. Les chercheurs et artistes du Cameroun peuvent déposer leur dossier de candidature auprès du Secrétaire d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) pour obtenir des bourses d'excellence de la Confédération suisse.

Certes, le Cameroun ne figure pas parmi les pays prioritaires de la coopération bilatérale suisse au développement. Mais la Suisse continue néanmoins à soutenir des projets ciblés d'organisations non gouvernementales dans les domaines de la création d'emploi, de l'agriculture, de la culture et de la promotion des droits de l'homme et de la promotion des femmes. Une coopération décentralisée s'est mise en place notamment au travers de la coopération des Cantons du Jura et de Genève, deux cantons de la Confédération suisse surtout actifs dans le développement des zones rurales. Des représentants d'églises et de diverses ONG suisses sont également actifs sur le terrain, témoignant d'une société civile solidaire, active et entreprenante.

Genèse d'une vieille amitié

La Suisse est présente au Cameroun depuis la fin du XIXe siècle avec des membres de la Mission de Bâle et d'au-

tres communautés religieuses, actives notamment dans le secteur éducatif. A partir de 1960, la stabilité politique du jeune pays et le développement des activités commerciales, en rapport notamment avec le cacao, contribuèrent à une augmentation de la présence suisse au Cameroun. La communauté suisse, qui comptait environ 250 membres en 1960, dépassa le demi-millier de personnes en 1970. Au début des années 1980, le Conseil fédéral approuva deux crédits mixtes, contribuant à intensifier les échanges commerciaux. Des entreprises suisses ont par la suite renforcé leur présence, notamment dans la chimie, l'alimentation, la construction, la logistique et les machines.

Le désengagement de la Confédération dans le domaine de la coopération technique avec le Cameroun et les crises économiques qui se sont succédé jusqu'à la fin du siècle passé, ont freiné les échanges et réduit ensuite le nombre de Suisses dans le pays. A partir 1989, les dettes de ce pays ont été rééchelonnées dans le cadre du Club de Paris. Un consulat a été ouvert à Douala en 1962 et a été transformé en ambassade en 1967. Deux ans plus tard, en 1969, la représentation officielle suisse déménagea dans la capitale Yaoundé. Un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire résident fut nommé en 1982.

Après avoir été fermée entre 1996 et 2007 et remplacée par un consulat général - l'ambassade est dirigée depuis lors par un ambassadeur sur place, à l'instar de l'Ambassade du Cameroun en Suisse, située à Berne.

Guillaume Soro joue la carte de la prudence

Patrick Tchouwa

Interrogé au sujet de la déclaration du président Ouattara appelant à « transférer le pouvoir à une nouvelle génération », le président de l'Assemblée nationale a confié à RFI et à France 24 qu'il allait « réfléchir » à la présidentielle de 2020.

En homme politique subtil et adroit, le très honorable Guillaume Kigbafori Soro continue de jouer sa petite musique. Notamment la musique de celui qui est prêt à parler à tout le monde ; celui qui peut parler à toutes les personnalités qui composent le landerneau politique en République de Côte d'Ivoire. Et, en la matière, il semble que le président de l'Assemblée nationale a un coup d'avance sur tout le monde. On se souvient qu'il y a un an, à la surprise générale, il a demandé pardon aux Ivoiriens et à Gbagbo. Déjà, à ce moment, d'aucuns avaient flairé dans cette initiative le coup de maître d'un animal politique comme on en fait rarement du côté de la lagune Ebrié. En effet, au-delà des nombreux mystères qui entourent l'homme et sa capacité à ne pas perdre pied dans un environnement où les ambitions politiques sont légion, Guillaume Soro apparaît comme le spécialiste des bonnes orbites. Et ce n'est pas le timing de son entretien de 18 minutes avec Radio France Internationale (RFI) et France 24 ainsi que les messages qu'il y a délivrés qui démentiront cette affirmation.

Bête politique

A la question de toute première importance qui lui a été posée à propos de la présidentielle de 2020, l'actuel président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire a répondu en toute prudence qu'il allait y « réfléchir ». Il n'a d'ailleurs pas manqué de montrer sa gêne par rapport à la question du journaliste sur le sujet. « J'ai toujours évité de répondre à cette question parce que je ne voulais pas ouvrir une compétition précipitée et anticipée sur 2020... Je pense que je vais y réfléchir mais je n'imagine pas engager cette réflexion sans en parler au président Ouattara et ensuite Bédié et bien d'autres personnes », a-t-il enchaîné. Et d'ajouter aussitôt : « Mais je n'imagine pas engager cette réflexion sans en parler d'abord et principalement avec le président Alassane Ouattara et ensuite avec Henri Konan Bédié ». De l'art de ne pas se couper des anciens tout en affirmant ses ambitions. Il faut dire qu'on prête depuis longtemps des ambitions présidentielles à Guillaume Soro. Il ne les avait jamais confirmées jusqu'à présent et sa démarche de consultation avant décision le met à l'abri de toute stratégie. « Je suis un homme de mission et non d'ambition », a-t-il coutume de répondre, interrogé sur son avenir politique.

La course à la succession est ouverte

Ex-chef de la rébellion qui a contrôlé la moitié Nord de la Côte d'Ivoire pendant la décennie de crise politico-militaire des années 2000, ancien Premier ministre, Guillaume Soro est un des vice-présidents du Rassemblement des républicains (RDR), la formation du président Ouattara.



Agé de 76 ans, celui-ci a récemment évoqué sa succession lors d'un discours pour la création du nouveau « parti unifié » du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Il a aussi invité Henri Konan Bédié, le président octogénaire du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), jusqu'ici son allié, à « transférer le pouvoir à une nouvelle génération ». Dans l'entretien, Guillaume Kigbafori Soro réaffirme entretenir une « relation excellente » avec le président Ouattara, « relation qui résiste aux intempéries d'entourages quelquefois excessifs », alors que les deux hommes sont réputés en froid. Cela dit, Guillaume Soro n'était pas présent à l'assemblée générale constitutive du RHDP la semaine dernière, officiellement pour cause de mission au Canada, une mission qu'il n'a pas été possible de surseoir. De manière sibylline, il s'est dit favorable au RHDP, mais sans rompre avec le PDCI. Une sorte de version tropicale du « en même temps » appa-

ru comme l'un des éléments les plus en vue de l'approche du président français, Emmanuel Macron. Poursuivant son raisonnement, Guillaume Soro a indiqué ne pas envisager de créer un nouveau parti pour se présenter à la présidentielle, encore moins de briguer la tête du RHDP ou du PDCI. « Je ne veux mettre la main sur personne », a-t-il déclaré, avant de poursuivre que « ce n'est pas à l'ordre du jour ».

Secret trahi ?

Comme Patrice Talon, Guillaume Soro n'aura probablement pas besoin du soutien d'un parti politique s'il décidait d'être candidat à la présidentielle de 2020. C'est en tous cas ce qu'il a semblé insinuer dimanche dernier dans l'émission le débat africain de RFI. Alors que l'animateur de l'émission cherchait à savoir si son invité sera candidat en 2020 sous la bannière d'un parti politique, la réponse de Guillaume Soro a

été claire : « Monsieur Talon a été président au Bénin sans parti politique ». Il faut signaler que le président du parlement ivoirien n'est pas encore décidé à se porter candidat à la présidentielle de 2020. Alors que lui-même n'a pas encore déclaré officiellement sa candidature, un de ses proches vient de violer un secret. Sur son compte Twitter, Alain Lobognon a exprimé son soutien à une probable candidature du président de l'Assemblée nationale à la présidentielle de 2020. « J'ai décidé de soutenir la candidature de Soro Guillaume à l'élection présidentielle de 2020. C'est mon droit constitutionnel. Alors, je dis, vivement 2020 », écrit le député de Fresco. Cette sortie d'Alain Lobognon intervient moins de 48 heures après l'interview accordée à RFI et à France 24 dans laquelle Guillaume Soro se promettait, dès maintenant, de « réfléchir plus sérieusement qu'avant » sur sa candidature à l'élection présidentielle de 2020.



GUILLAUME SORO

«Je ne veux pas ouvrir une compétition précipitée et anticipée sur 2020»

Source France 24

Après avoir occupé de très hautes fonctions au sein du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire - Premier ministre, ministre de la Défense - l'actuel président de l'Assemblée nationale - depuis mars 2012 -, n'exclut pas la possibilité pour lui de se présenter à l'élection présidentielle de 2020. Surtout que le président Alassane Ouattara a récemment annoncé lors d'une assemblée générale du RHDP qu'il passera la main à une nouvelle génération. Une décision qui n'a pas manqué de braquer naturellement les projecteurs sur Guillaume Soro Kigbafori, cet homme d'Etat à la parole rare et le mot mesuré, interviewé par RFI et France 24 la semaine dernière.

Une rumeur persistante veut qu'on vous débarque de la présidence de l'Assemblée nationale. Qu'en dites-vous ?

Vous parlez de rumeur. Je l'apprends en même temps que vous, mais je pense que la relation excellente que j'ai avec le président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, me porte à croire que ce n'est qu'une rumeur.

Vous savez très bien que la relation avec le chef de l'Etat n'est pas si excellente que cela. Vous êtes à Paris, vous sortez du Canada, vous êtes absent du congrès du RHDP unifié, le parti qui doit permettre d'aller aux élections. Et avant que vous ne partiez, on parlait déjà de la tension entre vous et le président. Qu'en est-il exactement ?

Soyons franc et honnête. La relation entre Monsieur Ouattara et Guillaume Soro, résiste aux intempéries des deux entoursages quelque fois excessifs, j'en subis souvent le courroux. Mais je peux dire qu'au-delà de nos entoursages, notre relation demeure solide et excellente.

On ne peut pas faire le parti unifié que demande le président de la République, vous êtes absent. Pourquoi vous quittez le pays avant ce congrès ?

Vous savez bien que j'étais en mission officielle au Canada. Ce n'est pas une mission que j'ai inventée.

Mais vous saviez très bien qu'il y avait ce congrès...

Ce n'était pas un congrès. C'était une assemblée générale constitutive. Bien sûr qu'il y aura d'autres réunions, il y aura le congrès constitutif, mais pour l'heure, ce n'était que l'assemblée générale des membres fondateurs. Ceci dit, il faut que je précise que ma mission au Canada était fixée un an à l'avance et j'ai tenu le président de la République informé.

Ne saviez-vous donc pas que cette assemblée générale se préparait ?

Je savais bien qu'il y aurait des décisions importantes que le président envisageait de prendre. D'ailleurs, pour vous donner plus d'informations, le président m'avait reçu avant mon voyage. Mais à l'époque, il était question de la dissolution ou non du gouvernement. Donc, c'est quand j'étais en mission que, certainement, la date de l'assemblée générale a été fixée.

On sait que vous êtes opposé au RHDP unifié...

Je ne suis pas du tout opposé au RHDP.



Vous êtes donc RHDP ?

Laissez-moi exprimer ma pensée. La question de transformer l'alliance politique du RHDP en parti unifié, a été longtemps évoquée. Ma position est publique et connue par tous les Ivoiriens, d'autant plus que c'est à la rentrée solennelle de la session de l'Assemblée nationale que j'ai fait la déclaration que voici. J'ai dit que le parti unifié, issu du RHDP, devrait être d'abord un parti inclusif, et qu'il fallait comme moteur de la création de ce parti, le dialogue, et qu'il ne fallait laisser personne en marge.

Le RHDP tel qu'il est unifié aujourd'hui exclut de fait le PDCI. Vous y adhérez ?

J'ai dit que je garde espoir, je suis optimiste, je rentre en Côte d'Ivoire, je parlerai avec le président Ouattara, je parlerai avec le président Bédié. De toute façon, vous avez bien pu noter que le président Ouattara a affirmé qu'il continuera de discuter avec le président Bédié.

En forçant un peu la main au porte-parole du PDCI qui a dit qu'il n'en voulait pas du parti unifié ?

Je n'ai pas à commenter les propos de telle ou telle personne. Ma position en tant que président de l'Assemblée nationale, mais surtout, vous savez que je me suis engagé pour le pardon et la réconciliation, donc ma posture désormais, m'impose à faire en sorte que personnellement les deux grands hommes d'Etat que sont le président Ouattara et le président Bédié, ne rompent pas le dialogue, et qu'ils continuent à discuter pour des lendemains meilleurs pour notre pays.

Le président Ouattara a dit lors de cette assemblée que la main sera passée à une nouvelle génération. Vous-vous sentez concerné, serez-vous candidat à la présidentielle, est-ce que cela vous arrange ?

Disons que cette posture du président Ouattara, je la connaissais depuis, il m'en avait parlé. C'est pourquoi quand il y a eu les folles rumeurs autour du troisième mandat, je n'étais pas perturbé parce que le président de la République, je peux vous le dire, j'ai eu des entretiens importants et intenses avec lui, je savais qu'il a toujours eu la volonté de passer le mandat en 2020.

Serez-vous candidat ?

J'ai toujours évité de répondre à cette question parce que je ne voulais pas ouvrir une compétition précipitée et anti-

GUILLAUME SORO

cipée sur 2020. Mais je pense que je vais y réfléchir, après cette déclaration du président de la République. Je n'imaginerai pas engager cette réflexion sans en parler d'abord et principalement avec le président Ouattara, ensuite Bédié et bien d'autres personnes.

Vous êtes plus proche de qui aujourd'hui ? D'Alassane Ouattara ou de Bédié ? Parce qu'on a le sentiment que vous voulez mettre la main sur le PDCI au cas où le RDR vous ferme la porte.
Je ne veux mettre la main sur personne. Aujourd'hui, j'ai une mission qui est presque un sacerdoce. C'est de faire en sorte que la Côte d'Ivoire se réconcilie. Mon objectif c'est de faire en sorte que le traumatisme créé par les élections de 2010, n'existe plus en Côte d'Ivoire. Nous avons eu des élections apaisées en 2015, la maturité de la classe politique ivoirienne nous impose de faire en sorte qu'il y ait aussi des élections apaisées en 2020.

Vous parlez tellement de réconciliation. Peut-on aller à la réconciliation avec Gbagbo à la Haye ?

Je dois vous dire qu'il n'y a pas de préalable à la réconciliation nationale. La réconciliation nationale doit d'abord être une volonté individuelle, une volonté commune d'aller au pardon et à la réconciliation nationale. Ceci s'est vérifié au Rwanda et en Afrique du Sud. Je dis avec force que c'est possible en Côte d'Ivoire.

C'est possible en Côte d'Ivoire mais vous êtes à huit ans aux affaires quasiment, il ne s'est rien passé. Les Ivoiriens s'interrogent s'il n'y a pas une justice des vainqueurs contre Laurent Gbagbo et Blé Goudé ?

Je ne suis pas dans ces slogans de justice des vainqueurs ou justice des vaincus. Huit ans après, le plus important est qu'il faut que les lignes bougent. Avec le discours que nous tenons, on voit bien que les lignes bougent en Côte d'Ivoire.

Les Ivoiriens estiment que Guillaume parle beaucoup de réconciliation nationale mais on ne voit rien. Est-ce que c'est là où vous avez le plus échoué ?
Je veux bien. Sauf que, ceux qui le disent, qu'est-ce qu'ils proposent ? Là est la question. Nous sommes aux affaires, la Commission dialogue, vérité et réconciliation a travaillé. Affi Nguessan est quand-même libéré, Michel Gbagbo, bien d'autres personnes sont libérées, il ne faut pas désespérer. Je pense que le président de la République, je suis convaincu, sans trahir de secret, certainement y pense, et fera en sorte que la Côte d'Ivoire soit inscrite durablement dans le processus de réconciliation d'ici 2020.

Qu'est-ce qui empêche que les Ivoiriens puissent se réconcilier ?

Déjà, il faut que les uns et les autres aient l'humilité d'accepter d'aller au pardon et à la réconciliation. Quand nous autres nous parlons de réconciliation, il faut bien savoir qu'il y a des extrémistes aussi bien dans notre camp que dans le camp de Monsieur Laurent Gbagbo qui ne veulent pas entendre par-



ler de pardon et de réconciliation. Les extrémistes de Laurent Gbagbo disent «on n'a rien fait, c'est nous les victimes, donc on ne peut pas aller à la réconciliation». Je dis pour aller à la réconciliation il n'y a pas de préalable. Il faut accepter de discuter, de pardonner, de faire repentance. Si vous dites que vous n'avez rien fait, comment peut-on arriver au pardon ? J'ai même fait une déclaration publique pour dire que je souhaitais que les prisonniers politiques soient libérés. On peut trouver plusieurs mécanismes. Au Rwanda, c'était la justice transitionnelle. En Afrique du Sud, c'était un autre processus. Donc, il faut qu'on accepte. Mais pour qu'on y arrive, il faut que les deux camps acceptent.

Avez-vous accepté ?

J'ai accepté. Moi-même qui vous parle, vous n'allez quand même pas douter de la sincérité de mon propos sur la réconciliation et le pardon quand mon propre directeur de protocole est en prison. Je veux dire que mon discours n'est pas opportuniste parce que j'ai commencé à parler de la réconciliation depuis 2004, et que le premier symbole fort de cette réconciliation a été organisé en 2007, à Bouaké, avec le président Laurent Gbagbo et six autres chefs d'Etat. Ça ne peut pas être un discours opportuniste.

Comment parler véritablement de réconciliation si déjà des divisions existent dans vos propres camps ?

Vous ne me ferez pas dire que je suis en opposition avec le président. Je vous ai dit que notre relation résiste aux volontés de certains entourages, je reconnais.

Et pourquoi on arrête votre chef de protocole, pourquoi a-t-il des armes si on n'est pas dans cet esprit de guerre ?

On est loin de là. Cette question me consume bien des fois. Mais je me résér-

ve d'entrer dans un certain nombre de détails au regard du fait simplement que cette question est en instruction et il faut laisser la justice faire son travail. J'ai été Premier ministre, ministre de la Défense, je pense qu'il y a des questions qui relèvent du secret d'Etat que je ne peux pas trahir.

Donc la question Soul to Soul est une question de secret d'Etat ?

Elle relève en partie du secret d'Etat.

Vous avez été avec Laurent Gbagbo dans des temps très anciens, vous vous connaissiez bien. Comment expliquer que vous qui parlez de réconciliation vous n'allez pas le voir, et que vous ne réclamez pas sa libération ?

J'ai déjà déclaré publiquement en Côte d'Ivoire, que j'irai voir le président Gbagbo pour lui demander pardon, que j'irai voir le président Ouattara, le président Bédié, c'est une déclaration publique. Maintenant, comme je dis, je souhaite que ceci soit possible et vous savez que pour aller à la Haye, à la CPI, il faut une volonté commune.

Qui n'a pas envie de vous voir, c'est lui ?

Je ne l'ai pas dit. Je dis simplement que de mon côté, j'envisage effectivement la possibilité de rencontrer Monsieur Laurent Gbagbo, c'est un Ivoirien, il est donc à la CPI, mais ça ne dépend pas que de moi.

Que s'est-il passé avec ces histoires des coups de téléphone récemment avec le Burkina Faso ?

Là aussi c'est une question sur laquelle je ne souhaite pas m'étendre, d'autant plus que le dossier a été réglé diplomatiquement par le président Alassane Ouattara et son homologue, Rock Christian Kaboré. Il ne me revient pas là de remuer le couteau dans la plaie.

Est-ce que vous avez un peu participé

à ce push ?

Vous n'aurez pas un mot de plus. La question est réglée diplomatiquement.

Allez-vous créer un parti politique ?

Ce n'est pas à l'ordre du jour.

Donc vous irez aux élections avec les partis existants ?

Je ne vous ai pas encore dit que j'irai aux élections. On ne va pas à une élection présidentielle comme on irait à son bureau tous les matins. Pour aller à une élection présidentielle, il faut bien entendu une décision, il faut des discussions importantes. Je l'ai dit, je vais y réfléchir, plus sérieusement qu'avant.

Vous êtes à un an et demi des élections en Côte d'Ivoire. Il est évident qu'on vit au rythme de cette campagne dans votre pays même si cela n'est pas avoué. Quel bilan pouvez-vous dresser de vos deux mandats aux affaires ?

Gérer un Etat ce n'est pas aussi simple que les gens pourraient croire. Je crois que le président Ouattara accomplit de grandes choses, il faut aussi l'avouer. Au plan économique, de grandes choses ont été réalisées, au plan social, il a aussi travaillé, donc je ne pense pas que le bilan du président Ouattara soit comme vous dites, mitigé.

On a beaucoup parlé du pouvoir du Nord, un rattrapage avec les gens du Nord qui ont beaucoup été mis aux affaires. C'est vrai ou pas ?

Je ne le pense pas. Je pense que le président Ouattara est venu dans un contexte particulier, il avait une coalition politique avec quatre ou cinq formations dans le RHDP, et je peux vous dire, on peut tout reprocher à Monsieur Ouattara, mais il est très attentionné en ce qui concerne les procédures. Je sais que Monsieur Ouattara, régulièrement, pour nommer à des postes, et à des postes de responsabilité, a consulté la coalition.

Le «G20» se montre plus pragmatique et réaliste

Maxime Etoundi

Au-delà des soupçons légitimes de trahison dont ils sont affublés depuis l'annonce de leur soutien à Paul Biya en vue de la présidentielle du 7 octobre prochain, ces vingt «opposants» d'hier ont mis à nu les tares d'une opposition consciente de son incapacité à renverser le régime de Yaoundé par la voie des urnes.



L'annonce a fait l'effet d'une bombe atomique le 20 juillet dernier à Yaoundé, lorsque 20 leaders de partis politiques parmi lesquels les plus virulents d'hier contre le régime de Paul Biya, décident de soutenir l'homme du 6 novembre 1982. Au sein de l'opinion publique nationale et internationale, la nouvelle est accueillie avec froideur auprès de ceux qui se verraient encore dans le vain espoir de voir l'opposition aller en rangs serrés face à Paul Biya, au pouvoir depuis bientôt 36 ans. Les plus abasourdis par cette décision de ce qui a fort opportunément été qualifié de «G20», crient à la «trahison» et au «positionnement opportuniste» de ces désormais anciens opposants. Mais au-delà des soupçons légitimes de trahison dont ils sont affublés, l'honorable Bapoh Lipot et ses camarades avancent des arguments à ne pas balayer d'un revers de la main, tant leur pertinence met à nu les tares d'une opposition consciente de son incapacité à vaincre le parti de Paul Biya dans les urnes. En effet, dès la fin du processus électoral en 2011, soutient le «G20», «certains membres de notre Collectif ont demandé à plusieurs formations politiques de mettre sur pied une dynamique d'ensemble pour créer l'alternance au Cameroun». Pour ce faire, le collectif pose trois préalables. Primo, «un candidat unique de l'opposition pour l'élection présidentielle de 2018». Secundo, «l'implantation des démembrés de notre Collectif dans les 360 arrondissements que compte le Cameroun» et

enfin, «une plateforme de collaboration avec Elections Cameroon (ELECAM) en vue des inscriptions massives de nos concitoyens en âge de voter sur les listes électorales».

«One Man Show»

L'approche jusque là paraît plus stratégique pour le collectif, qui estime à juste titre que «l'opposition camerounaise ne peut pas gagner une élection présidentielle en y allant en rangs dispersés». La conséquence d'une opération solidaire vers le Palais d'Etoundi est que «les voix favorables aux candidats de l'opposition seront émietées et cela ne produira à la fin qu'un résultat médiocre. Dans ce cas de figure, le candidat du RDPC, seul parti politique véritablement implanté dans les 360 arrondissements du Cameroun, aura toujours le dessus sur l'opposition». Malgré la pertinence du diagnostic, la démarche dudit collectif «en direction de plusieurs partis politiques dans le but de susciter une candidature unique de l'opposition n'a rencontré que le mépris de ceux qui, dans les rangs de cette opposition, prétendent qu'ils sont forts, et qu'ils peuvent se barrer et gagner seuls l'élection présidentielle», font-ils savoir le 20 juillet dernier dans un hôtel huppé de Yaoundé. De même, la plateforme proposée à l'opposition camerounaise en vue des inscriptions massives sur les listes électorales n'a pas été non plus acceptée. Or, poursuit le collectif, «à ce jour, et alors que les responsables du RDPC ont effectué une quarantaine de descentes sur le terrain depuis 2011 pour emmener leurs

militants et les populations à s'inscrire sur les listes électorales, les partis politiques de l'opposition se sont réveillés pratiquement à la veille du scrutin». Concrètement, et au vu de ce qui précède, «comment peut-on penser gagner une élection de l'envergure de la présidentielle et ne pas disposer d'un important réservoir d'électeurs?», s'interroge le collectif dans une pertinence sans équivoque. Plus loin, les camarades de l'honorable Bapoh Lipot de l'Union des populations du Cameroun (UPC), observent que «la plupart des leaders de l'opposition sont plus préoccupés par le «ONE MAN SHOW» qui se caractérise par l'occupation fréquente des plateaux de chaînes de télévision, oubliant qu'une élection ne se gagne pas dans les médias ou les réseaux sociaux mais sur le terrain». Au regard de ce qu'ils qualifient de «manque d'organisation des partis politiques, de l'égo surdimensionné des prétendants au fauteuil présidentiel qui sont tous dans la logique de «Moi candidat ou rien», et en l'absence d'un projet politique crédible de l'opposition qui parle toujours de l'alternance sans proposer une alternative», les membres du «G20», ont basculé dans le camp du Président Paul Biya.

Un Cameroun uni et indivisible

«Tous avec Paul le 7 octobre 2018», ont-ils lancé dans un slogan fort évocateur de l'immensité de leur déception au sein de l'opposition, au moment où de nombreux défis interpellent le Cameroun. Il s'agit pour le collectif, d'accélérer le processus de décentralisation et donner

des moyens au nouveau ministère de la Décentralisation et du Développement Local afin qu'il puisse poser des actions concrètes sur le terrain; Accélérer les chantiers de la CAN 2019 afin que tous les grands travaux (construction des stades, des hôtels, des hôpitaux, etc.) s'achèvent avant le jour dit par le chef de l'Etat. Il y va de la crédibilité du Cameroun; Procéder à la relecture du Contrat qui lie l'Etat du Cameroun à ENEO afin d'améliorer la qualité de la fourniture de l'énergie électrique à nos populations, en général et celles des régions de l'Est, du Nord-Ouest, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua en particulier; Harmoniser l'âge de départ à la retraite pour tous les agents publics à 60 ans. Ledit collectif pense ici «qu'il n'y a pas de raison de laisser certaines catégories d'agents publics prendre leur retraite à 55 ans alors qu'ils sont encore utiles à notre pays». Au demeurant, des motivations claires pour les «démissionnaires» de l'opposition, qui en ont profité pour lever également toute équivoque sur leur position sur la crise anglophone. «Notre position ne souffre d'aucune ambiguïté. L'unité, la paix et la cohésion sociale doivent être préservées afin que le Cameroun demeure ce pays tant admiré en Afrique. Le gouvernement a répondu, de manière concrète, à toutes les doléances des enseignants et des avocats qui, en novembre 2016, avaient provoqué ces remous sociaux qui perdurent. Les faits montrent que le chef de l'Etat est allé au-delà de ce que réclamaient les enseignants et les avocats grévistes». Et à chacun d'en apprécier.

Le temps des alliances

Prosper Tchapda

Pendant qu'au sein de l'opposition, on hésite à nouer des alliances, le RDPC n'y va pas de main morte. Le parti au pouvoir réussit même à retourner même ses opposants les plus radicaux pour gonfler ses rangs. Et semble vouloir ne pas s'arrêter en si bon chemin.

La convocation, pour le 07 octobre prochain, du corps électoral a aussi ouvert la saison des alliances politiques, effectives cette fois-ci. Pendant qu'au sein de certains partis d'opposition, qui sont crédités d'une relative assise populaire, on hésite encore, le parti au pouvoir, lui, ne perd pas le temps. Comme le recommandait le fabuliste Jean de La Fontaine dans l'une de ses fables les plus célèbres, «Le laboureur et ses enfants», le RDPC a commencé à remuer son champ dès l'annonce de la candidature de son champion. Le parti de la flamme ardente travaille et prend de la peine. Il creuse, fouille, bêche et ne laisse nul parti où son envoyé ne passe et repasse. Il avait déjà trouvé le moyen de sortir du sommeil certains chefs de partis peu visibles sur la scène en temps normal et son travail de fourmi continue de payer. Et vendredi dernier, l'on s'est rendu compte que la moisson que la moisson est désormais plus importante, quand 20 signatures ont été apposées sur une liste dont l'entête fait mention de «Collectif de 20 partis de l'opposition qui soutiennent la candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018». Dans la liste, on retrouve ceux qui s'étaient déjà prononcés comme l'honorable Bapouoh Lipot, Isaac Fezeu, Fritz Ngo, mais aussi Tita Fon Samuel qui signe au nom du Cameroon Peoples' Party (CPP). La présence de ce dernier dans cette liste donne d'ailleurs davantage de sens à la correspondance du ministre Paul Atanga Nji aux gouverneurs de région. Laquelle le désignait comme le seul qualifié pour parler au nom du CPP.

La plus grande curiosité de la liste, c'est sans doute la présence de Banda Kani qui signe au nom de son parti, le Nouveau mouvement populaire (NMP), et de Maître Jean de Dieu Momo du parti dénommé les Patriotes démocrates pour le développement du Cameroun (PADDEC). Ces deux s'étaient jusque-là illustrés comme de vrais radicaux vis-à-vis du régime de Yaoundé, des têtes de turcs qui ne rataient aucune occasion sur les plateaux de télévision ou les antennes de radio pour vilipender ce qu'ils qualifiaient de tous les sales noms d'oiseau, responsable d'après leur argumentaire de tous les maux dont souffre le Cameroun.

Ils s'étaient d'ailleurs faits des sympathisants au sein de la population sur cette base, lesquelles se sentent quelque peu trahies aujourd'hui, avec le revirement à 180° de leur prise de position. Mais les deux ne manquent pas d'arguments. Comme par enchantement, ils trouvent des maux pour justifier leur alliance avec l'ennemie d'hier. Jeu démocratique, ces coalitions foireuses des partis politiques.

Jean de Dieu Momo, avocat faut-il le préciser, qui s'était révélé positivement à l'opposition dans la défense des droits de l'homme, dont le cas des neuf de Bépanda, disparus au plus fort du Commandement opérationnel à Douala, explique aujourd'hui qu'il a choisi de soutenir la candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle parce que c'est le «camp du réalisme et de la victoire». Il précise au passage qu'il n'est pas l'allié du RDPC et qu'il continue de combattre.

Banda Kani a fait son temps au Manidém et en a même été le président qui, en mondovision, disait que le président Paul Biya doit être «chassé et poursuivi» pour reprendre ses propres termes trouve aujourd'hui que le même Paul Biya est «une assurance tout risque pour le Cameroun», la seule à laquelle il faut souscrire. Comme Me Jean de Dieu Momo, il dit soutenir non le RDPC, mais Paul Biya. Et dieu seul sait ce que ça leur rapporte.

Au fil des années, cela devient une marque de fabrique de l'opposition camerounaise, soutenir quelqu'un en le combattant. Le retourne-



Me Jean de Dieu Momo



Banda Kani

ment permanent de vestes ces derniers temps donne ainsi raison à ceux qui qualifient certains hommes politiques d'opposants de la télé, les opposants du dimanche, que l'on ne voit que dans les débats télévisés et jamais sur le terrain, qui bavardent juste pour attirer l'attention sur eux, et dès que la perche est tendue, ils la saisissent sans hésiter. Certains disent déjà que le RDPC doit vraiment être au plus mal, au oint de sentir obligé d'aller chercher des opposants aussi farouches et surtout qui n'ont rien à offrir sur le plan politique, ne disposant à 95% d'aucune base, pas de siège connu, pas d'élus au sein des conseils municipaux, parfois des illustres inconnus dans leurs quartiers, malgré de longues années d'existence. Des partis qui, pour la plupart, n'existent que sur le papier de légalisation, qui depuis leur création n'ont jamais réuni deux personnes dans une salle pour parler d'un programme politique, de campagne, et qui se résument en réalité à leurs dirigeants. Bref, des partis dont les militants, comme dirait quelqu'un, ne peuvent pas remplir une cabine téléphonique. Mais qu'importe le poids politique du RDPC, le RDPC semble aujourd'hui preneur de tout. De nouvelles alliances vont sans doute se faire connaître avant échéance, car pour cela, comme aimait un ancien directeur du service de renseignements du régime, feu Jean Fochivé, «il y a la volonté et les moyens».

EXAMENS OFFICIELS

51% de réussite au Bacc général

P.T

C'est ce qu'il ressort des statistiques provisoires publiées mercredi dernier par l'Office du Baccalauréat.

Les résultats du baccalauréat d'enseignement général sont disponibles depuis mardi soir.

L'Office du baccalauréat du Cameroun (OBC) a ainsi mis fin ce jour à la longue attente des candidats qui s'impatientsaient de savoir s'ils ont été admis aux études supérieures ou pas. Même si depuis mardi les résultats ne sont pas encore disponibles dans les sous-centres d'examens, encore moins dans les lycées et les collèges, les candidats ont pu avoir leurs résultats à travers la radio, mais surtout grâce aux Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Chaque candidat a, en effet, à travers le numéro 8070, pu recevoir son résultat en toute discrétion. Il suffisait alors d'envoyer son numéro matricule au dit numéro court par message. «Je suis très contente», a affirmé Yos Madeleine, l'une des lauréates de cette session du baccalauréat. La jeune fille qui confie avoir commencé des cours de préparation pour les grandes écoles, dit avoir «hâte de se retrouver à l'université».

Du côté de l'office, l'heure est déjà à la proclamation des résultats du Probatoire dont les délibérations ont commencé. Selon des indiscrétions, le taux de réussite de la session 2018 du baccalauréat de l'enseignement général est de 51,74%. Une hausse par rap-



port à l'année dernière où il était de 46,13%. Plusieurs bouleversements sont observés dans les performances des dix régions du pays. En effet, la région de l'Est passe de l'avant dernière place en 2017 pour se classer première des régions à cette session d'examen. C'est ainsi que l'Est enregistre 62,19% de réussite contre 39,3 l'année dernière. Elle est talonnée par les régions du Nord-Ouest (60,83% contre 57,52% avant) et du Sud-Ouest

(59,77 % contre 41,30 % en 2017), où des velléités sécessionnistes ont laissé place à de violents conflits entre les forces de défense et des bandes armées.

Dans ce classement rendu public par l'OBC, les autres régions sont, selon leurs statistiques : le Littoral (57,00%), l'Ouest (54,03%), le Centre (53,01%), le Sud (50,50%), l'Adamaoua (46,75%), le Nord (42,53%) et l'Extrême-Nord (34,95%).

«Le savoir-faire italien est intéressant»

Entretien avec
Njiki Fandono

Le représentant de l'Italian-Africa Business Week (IABW) au Cameroun livre dans cet entretien exclusif les enjeux, contours et modalités pratiques du forum d'affaires qui se tiendra du 17 au 18 octobre 2018 à Rome, et dont le délai des souscriptions est fixé au 10 septembre prochain.

Pouvez-vous nous présenter l'Italian-Africa Business Week ?

L'IABW est un forum qui vise la mise en relation des entreprises italiennes et africaines, mais aussi camerounaises en particulier. Le forum est aujourd'hui rendu à sa deuxième édition et se tiendra du 17 au 18 octobre 2018 à Rome en Italie. Ce sera l'occasion pour les entrepreneurs de pouvoir établir : des partenariats techniques, des partenariats financiers, de développer des marques d'enseignes, trouver des débouchés pour leurs produits et services, trouver des représentations ou agences, trouver des fournisseurs divers. Voilà en gros les objectifs de l'IABW. Je dois aussi dire que l'Afrique c'est le futur, les Italiens l'ont compris, ils ont compris qu'il y a un bon en avant en Afrique. Ils aimeraient à cet effet investir en Afrique.

Tout le monde n'a pas la taille des grandes entreprises que nous connaissons déjà présentes sur le territoire camerounais, que ce soit PICCINI, PIZZAROTI, BONIFACI, ou ALPICALAM. Les petites et moyennes entreprises italiennes aimeraient donc, elles aussi, trouver des partenaires qui leur permettent d'avoir les pieds sur le continent. C'est un continent qu'elles ne connaissent pas autant que d'autres puissances économiques. Un forum donc comme l'IABW est très intéressant. Nous avons eu l'appui : du Ministère italien des affaires étrangères ; de l'Association de toutes les chambres des catégories professionnelles italiennes ; de la Confédération des artisans et des petites et moyennes entreprises italiennes ; du fonds alimentaire mondial. A la fin, il y a beaucoup de partenaires et on peut y ajouter l'Institut du commerce extérieur italien, plus ou moins l'équivalent de Business France en France.

Quels sont les secteurs qui intéressent les entreprises italiennes ?

Ce sont des entreprises qui visent à investir dans le secteur immobilier, les infrastructures, l'agroalimentaire, l'énergie renouvelable, le biomédical, entre autres. Donc elles recherchent des entreprises qui peuvent les accompagner ou qui peuvent être des partenaires.

Quelle crédibilité donnez-vous à ce forum au niveau du Cameroun pour les entrepreneurs locaux qui aimeraient prendre part à votre événement ?

Nous sommes très heureux d'avoir eu un accueil très chaleureux au niveau des autorités. Que ce soit au ministère du Commerce, au ministère des Petites et moyennes entreprises, au ministère de l'Agriculture et du développement rural, tous, nous ont répondu chaleureusement et ont



L'Italian-Africa Business Week est un forum qui vise la mise en relation des entreprises italiennes et africaines, mais aussi camerounaises en particulier. Le forum est aujourd'hui rendu à sa deuxième édition et se tiendra du 17 au 18 octobre 2018 à Rome en Italie. Ce sera l'occasion pour les entrepreneurs de pouvoir établir : des partenariats techniques, des partenariats financiers, de développer des marques d'enseignes, trouver des débouchés pour leurs produits et services, trouver des représentations ou agences, trouver des fournisseurs divers.

dit leur encouragement. Ils ont mis des ressources à notre disposition pour nous aider à aller de l'avant. Ils ont saisi les différentes chambres qui pouvaient nous donner les informations nécessaires. A ce niveau c'est déjà très encourageant parce que parfois nous avons une image négative de notre gouvernement mais par ce geste, le gouvernement prouve sa volonté d'œuvrer pour le développement du Cameroun, qui croit que, comme la Chine, on peut se développer par des partenariats gagnant-gagnant.

Qu'es-ce que les petites et moyennes entreprises camerounaises peuvent vendre en Italie ?

C'est vrai que les tailles sont différentes. C'est-à-dire que le concept de petite et moyenne varie d'un continent à un autre, et en Italie, quand on parle de PME/PMI ce n'est forcément pas la même taille que ce qu'on retrouve au Cameroun. La preuve est que pour ouvrir une Pme en Italie le capital qu'on demande est beaucoup plus grand que ce qu'on demande au Cameroun. Mais ce qui est intéressant c'est qu'il y a des Pme dynamiques qui font du manioc, du cacao, le poivre de Penja, le café, Coton, Sesame, piment, tomates et d'autres matières premières. Les entreprises italiennes en sont très intéressées.

Les acheteurs estiment que si on peut se passer des intermédiaires, même le producteur au champ peut avoir un meilleur revenu. Vous savez que dans certains secteurs les paysans touchent à peine 2% de ce qui est produit par exemple dans le cacao ; source : Finacialafrik.com. Les traders gagnent bien des fois plus que certains petits producteurs. Donc c'est intéressant si on peut faire un lien entre les petits producteurs camerounais qui sont regroupés en GIC. De ce point de vue nous avons eu des acheteurs qui sont intéressés à acheter, ils achètent déjà en Amérique latine mais ils aimeraient aussi bien commencer en Afrique. Pour cela, ils posent trois conditions principales. La première c'est d'être autorisé à exporter vers l'Union européenne soit avoir les certifications aux normes européennes ; être capable de respecter les délais et respecter les quantités prescrites.

Vous parlez énormément des matières premières alors que la donne aujourd'hui en Afrique est d'aller vers une économie intravertie à travers la transformation locale. A quel niveau les entreprises italiennes peuvent-elles être utiles pour atteindre cet objectif ?

Il est bien vrai que j'ai parlé des matières premières mais il y a aussi une possibilité de transformation locale. Même dans les théories managériales - pensons à celle d'« Uppsala » - on n'encourage pas les entreprises qui viennent à peine d'arriver dans un nouveau marché de commencer les transformations locales, mais si ces dernières trouvent un partenaire

à qui elles font confiance, elles peuvent s'engager. Une transformation locale demande des investissements locaux, donc ce sont des risques et il y a beaucoup de paramètres à prendre en compte. Mais déjà il y a des entreprises italiennes qui font dans la transformation locale au Cameroun. On peut parler d'ALPICAM, on peut parler des logements qui vont être construits ici par PIZZAROTTI, il y aura certainement un impact local. Deuxièmement, transformer localement leur revient moins cher. Si ces entreprises vont déjà transformer en Chine, pourquoi ne pas venir en Afrique, où il y a une évolution dans ce sens en Afrique de l'Est. Donc il faudrait avoir un cadre institutionnel attrayant; la loi d'incitation aux investissements au Cameroun est un bon départ. Plus vous transformez, moins l'Etat vous taxe. Le futur est ici en Afrique, la classe moyenne qui va consommer ces productions se trouve ici. Les étrangers seront certainement bien nombreux à venir s'installer en Afrique. Regardez par exemple en Côte d'Ivoire où il y a une forte communauté étrangère et notamment française, cela veut dire qu'il y a besoin d'une consommation locale. Ce sera sans doute aussi le cas au Cameroun avec tous les investissements qui se font.

Quelles sont les modalités pratiques pour les entrepreneurs camerounais qui aimeraient aller au contact des partenaires italiens à ce forum ?

Les modalités sont simples. Nous avons mis en place un package de participation qui comprend le transport aérien avec notre partenaire Ethiopian Airlines. Vous avez également le déplacement au sein de l'Italie, la nutrition, l'hébergement, la participation à l'événement et le stand. Il suffit aux personnes intéressées de prendre attache avec nous, au 690 55 41 01 / 680 63 75 53 / 222 20 99 91 / trading.gservices@gmail.com / facebook.com/ETSTGA pour avoir une invitation et nous suivons tout le processus pour vous assurer que vous ferez partie de l'événement. Il suffit donc de payer les frais de participation à verser sur notre compte local. Nous sommes aussi entrain de travailler sur un tout autre plan, pour voir comment d'autres partenaires médias peuvent par exemple couvrir l'après événement et avoir un compte-rendu au retour sur le niveau de satisfaction des entreprises camerounaises qui auront participé à travers des publications.

Que dites-vous à ces Camerounais qui sont peut-être intéressés par votre événement mais, qui douteraient encore de la crédibilité de votre projet, parce que nombre d'initiatives de ce genre ont parfois débouché sur un flop ?

Le doute est normal. Il y a beaucoup de gens qui se font fluer sur l'étranger mais nous avons accepté de nous engager parce que nous avons vu déjà



Nous avons mis en place un package de participation qui comprend le transport aérien avec notre partenaire Ethiopian Airlines. Vous avez également le déplacement au sein de l'Italie, la nutrition, l'hébergement, la participation à l'événement et le stand. Il suffit aux personnes intéressées de prendre attache avec nous, au 690 55 41 01 / 680 63 75 53 / 222 20 99 91 / trading.gservices@gmail.com / facebook.com/ETSTGA pour avoir une invitation et nous suivons tout le processus pour vous assurer que vous ferez partie de l'événement.

les premiers résultats et les garantis ont été données par toutes les institutions que j'ai citées plus haut. Nous avons également pris contact avec l'ambassade d'Italie au Cameroun qui est déjà au courant de ce que nous faisons. Donc c'est un événement

sérieux.

Autre garantie c'est que nous faisons la promotion par le biais d'une entreprise locale qui représente la marque de vin Lambrusco Rose di Bacco depuis deux ans déjà ici au Cameroun. C'est autant des garanties qui démon-

trant que nous ne nous sommes pas levés du jour au lendemain pour faire cette promotion. Il y a beaucoup de partenaires également qui nous suivent, à l'instar de Canal2 International, le Détéctive, le Quotidien de l'Economie, le journal numérique «60 min» ou encore Ethiopian Airlines, qui avait participé à la première édition à Rome. Si ces structures ont accepté d'associer leur image à cette édition c'est parce qu'elles estiment que cela peut apporter de grandes retombées.

A peu près combien de participants attendez-vous à cette édition ?

Nous pouvons tabler sur cinquante à cent participants. C'est bien possible parce qu'il y a beaucoup d'entrepreneurs qui sont intéressés, qui recherchent de nouveaux partenariats. Le savoir-faire italien est intéressant, surtout que ce sont des petites entreprises comme les entreprises allemandes dénommées «Mittelstand», qui ont réussi à développer un savoir-faire et une expertise dans des domaines spécifiques. C'est donc de bons partenaires de qui on peut vraiment apprendre.

Quel bilan dressez-vous de la première édition, les entrepreneurs camerounais ont-ils été satisfaits ?

Il y a des entrepreneurs qui ont été satisfaits, ils l'ont fait savoir à travers des interviews et une vidéo est disponible sur notre page [Facebook.com/ETSTGA](https://facebook.com/ETSTGA) réalisés par «Vision Channel Africa»; plus on multiplie les éditions, plus l'événement suscite de l'intérêt. Au Cameroun, c'est la première mobilisation de cette ampleur parce qu'il fallait une édition antérieure à présenter. Il faut bien vendre un concept qui ait une traçabilité. Maintenant, nous avons une première édition qui a été faite, donc nous avons quelque chose de concret à vendre.

Aujourd'hui nous faisons la promotion de la deuxième édition parce que nous savons que c'est un événement qui s'étend sur la durée, et ce sont ces entrepreneurs qui se seront inscrits avant le 10 septembre 2018, qui vont rentrer et exprimer leur satisfaction; le plutôt serait le mieux pour nous donner plus de temps nécessaire, afin que nous nous trouvions des entreprises correspondantes à vos attentes. Je voudrais rappeler que sera également présente, la première banque italienne «INTESA SANPAOLO», qui finance le stade d'Olembé à hauteur de 139 milliards de F CFA. C'est aussi un appel aux banques qui cherchent des partenaires, elles pourront y trouver un partenaire financier de taille ou inciter la diaspora à ouvrir des comptes bancaires au pays; nous pensons notamment aux banques d'envergure panafricaines tels ECO-BANK ou UBA.

Au final nous sommes convaincus que c'est à souscrire, les doutes seront levés en prenant attache avec nous aux contacts ci-dessus mentionnés, car nous sommes prêts à donner toutes les garanties et informations nécessaires.

CANDIDATURE DE PAUL BIYA

Le soutien assuré de l'AROM

Serge Alima

Les ressortissants du grand Ouest dans le Moungo entendent se mobiliser massivement en vue de la victoire éclatante du champion désigné du RDPC à l'élection présidentielle du 7 octobre prochain.

L'échec électorale du 7 octobre 2018 aura constitué le point d'orgue des assises du bureau exécutif de l'Association des ressortissants du grand Ouest dans le Moungo (AROM) le 15 juillet dernier à son siège à Loum. Assises à l'issue desquelles l'AROM se félicite et «salue à sa juste valeur la réponse positive apportée par le président de la République à l'appel à candidature lancé par les membres de leur association réunie en assemblée générale du 03 mai 2017 à Nkongsamba», selon les termes du communiqué radio/presse signé le même jour par le président de l'AROM, Louis Henri Ngatcha. Le membre titulaire du Comité Central du RDPC relève dans son communiqué que cette annonce de candidature donne le coup d'envoi du programme de mobilisation de masse mis en place par l'AROM en vue de l'élection présidentielle du 7 octobre prochain. Aussi, les ressortissants du grand Ouest vivant dans le département du Moungo annoncent-ils au président Paul Biya qu'ils sont d'ores et déjà en ordre de bataille pour la victoire finale. Lorsque le président Paul Biya annonce vendredi son intention de briguer un autre mandat à la tête de la Magistrature suprême, il dit répondre aux appels pressants du peuple, lesquels sont venus des élites de toutes les régions du pays. L'annonce de sa candidature pour un septième mandat était pourtant prévisible, tant les militants et sympathisants du RDPC ont multiplié des activités pour lui préparer le terrain. D'aucuns ont, plusieurs fois



au courant de l'année 2016, appelé à la tenue d'élections anticipées au Cameroun. Ce qui n'a pas été au goût des partis politiques de l'opposition qui ont crié au non-respect de la Constitution. Il n'était pas question au départ de parler d'élections anticipées. Les appels portaient initialement sur la candidature de Paul Biya à la présidentielle 2018. Toutes les élites du pays ont donné de leurs voix pour

cette cause : ministres, chefs traditionnels... Peu à peu, tous les corps sociaux ont été entendus en faveur d'une candidature de Paul Biya, portés qu'ils sont par des militants du parti au pouvoir.

Promesses tenues

Des collectes de fonds ont lieu depuis le début de l'année 2018 et se poursuivent encore pour soutenir la campagne de Paul Biya, un homme

d'Etat à l'écoute des siens. C'est ainsi qu'après les diverses consultations qu'il a ordonnées à la suite des revendications survenues dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et qui ont démontré, au-delà de ces deux régions, la volonté de l'immense majorité des Camerounais à s'impliquer dans la gestion de leurs affaires à travers une accélération du processus de décentralisation, il a décidé, le 2 mars dernier, de la création d'un ministère de la Décentralisation et du développement local. De nombreux autres engagements du président de la République ont été respectés. C'est ainsi que le 3 novembre 2011, du haut de la tribune du Palais de verre de Ngoa-Ekellé lors de sa prestation de serment, il s'engageait à la mise sur pied au cours du septennat d'un Conseil constitutionnel. L'institution entrée en fonction le 6 mars 2018 a tout de suite géré le processus qui a abouti quelques semaines plus tard à la proclamation de l'élection de 70 sénateurs.

Que dire de la promesse de 500 000 ordinateurs portables aux jeunes étudiants, dont la distribution se poursuit dans les campus universitaires ou du Plan triennal spécial jeunes doté d'une enveloppe de 102 milliards de francs CFA et dont les premiers projets sont déjà financés ? L'un des défis majeurs reste aujourd'hui l'organisation de la CAN 2019. Là également, les chantiers évoluent normalement. Autant d'atouts qui militent en faveur de la réélection de Paul Biya à la tête de la Magistrature suprême pays.

